

DELIBERATION N° 83/5-05 : SCOLARISATION D'UN ENFANT HORS DE LUDRES/CAS JORTIE
MODIFICATIF

Monsieur MATSCHEK, Conseiller Municipal délégué aux Affaires Scolaires, rappelle à l'Assemblée la délibération du Conseil Municipal du 8 Février 1983 par laquelle il s'engageait à verser, à titre tout-à-fait exceptionnel, la participation de 1 400 Frs réclamée par le Syndicat Intercommunal Scolaire du Canton de CHATEAU-SALINS pour la scolarisation de l'enfant JORTIE pour l'année 1983 uniquement.

Il donne lecture d'un courrier du Syndicat Scolaire Intercommunal de CHATEAU-SALINS, en date du 31 Mars 1983, informant la Commune que la somme de 1 400 Frs concernait la redevance fixée pour l'année scolaire 1981/1982. Le coût de la redevance pour l'année scolaire 1982/1983 s'élève à 1 902 Frs.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur cette affaire.

Monsieur MEJEAN trouve qu'il est inadmissible qu'une telle participation financière soit demandée à la Commune, alors que :

- les communes ont l'obligation d'accueillir les enfants en maternelles dans la limite des places disponibles,
- la commune de CHATEAU-SALINS a été tout heureuse de bénéficier des services professionnels de la maman de l'enfant,
- à LUDRES, les enfants d'autres communes sont acceptés gratuitement dans les écoles.

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit là d'un cas particulier : si le Conseil Municipal n'avait pas accepté de verser cette participation, l'enfant JORTIE ne pouvait être accepté à la rentrée scolaire 1982/1983.

Il admet en outre que le Syndicat Scolaire de CHATEAU-SALINS ait été amené à prévoir la participation financière des communes alentour à la construction, pour éviter qu'elles ne profitent des équipements sans avoir à les financer.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
après en avoir délibéré,

- s'engage à verser, à titre tout-à-fait exceptionnel la participation de 1 902 Frs réclamée par le Syndicat Scolaire Intercommunal de CHATEAU-SALINS, pour la scolarisation de l'enfant JORTIE, pour l'année 1982/1983 uniquement.